



MINISTÈRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N°0036/CAB.MIN/MINES/01/2018 DU
24 JAN. 2018 PORTANT AGREMENT AU TITRE D'ENTITE DE TRAITEMENT
CATEGORIE B, DANS LA PROVINCE DU HAUT-KATANGA AU PROFIT
DE LA SOCIETE MINING PROGRESS COMPANY SARL

Vu la Constitution, telle que modifiée et complétée à ce jour, spécialement ses articles 93, 202 point 36 litera f et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 81 à 83 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier ;

Vu l'Ordonnance n° 17/005 du 08 mai 2017 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n° 17/024 du 10 juillet 2017 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les Membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 17/025 du 10 juillet 2017 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1^{er} B point 18 ;

Vu tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Interministériel n°0349/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 149/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 18 août 2014 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 0149/CAB.MIN/MINES/01/2014 et n° 0116/CAB.MIN/FINANCES/2014 du 25 juillet 2014 portant Manuel des procédures de traçabilité des produits miniers, de l'extraction à l'exportation ;



Vu, tel que modifié et complété à ce jour, l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales ;

Considérant la demande d'agrément au titre d'entité de traitement Catégorie B dans la Province du Haut-Katanga, introduite le 18 septembre 2017 par la **Société Mining Progress Company Sarl** et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable de la Direction des Mines ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

L'agrément au titre d'entité de traitement Catégorie B dans la Province du Haut-Katanga est accordé à la **Société Mining Progress Company Sarl**, dont références ci-dessous :

- Siège social : 102, Avenue Kasai, Lubumbashi, Province du Haut-Katanga ;
- Numéro du Registre de Commerce et de Crédit Mobilier : L'SHI/RCCM/13-B-1081 ;
- Numéro d'Identification Nationale : 6-128-N04155P;
- Numéro du Compte Bancaire à la RAW BANK : 0513001049011101-02/USD

La **Société Mining Progress Company Sarl** agréée au titre d'Entité de traitement Catégorie B, est autorisée à traiter les minerais dans la Province du Haut-Katanga pour une période **de deux (02) ans**, renouvelable pour la même durée, à compter de la date de la signature du présent Arrêté.

Article 2 :

La **Société Mining Progress Company Sarl** peut conclure des contrats d'achat et de vente des produits miniers issus du traitement des concentrés avec des partenaires de son choix tant sur le territoire national qu'à l'étranger.

Toutefois, l'exportation desdites substances est soumise à l'autorisation du Ministre ayant les Mines dans ses attributions.

Article 3 :

La **Société Mining Progress Company Sarl** est tenue d'acheter les minerais uniquement auprès :



- Des personnes physiques et/ou morales de droit congolais, opérant dans la Province du Lualaba et titulaires de la carte d'exploitant artisanal ou de celle de négociant en cours de validité,
- Des coopératives minières agréées ;
- Des personnes morales de droit Congolais, détentrices des titres miniers d'exploitation en cours de validité ;
- Des entités de traitement Catégorie A.

Article 4 :

La **Société Mining Progress Company Sarl** est tenue de transmettre mensuellement à la Division Provinciale des Mines de Lubumbashi au Haut-Katanga et à la Direction des Mines à Kinshasa, les données sur les quantités achetées, traitées ou en stock, ainsi que la composition chimique en métaux valorisables établie sur base d'analyses effectuées par l'un des laboratoires agréés.

Article 5 :

Sans préjudice des sanctions prévus par l'Arrêté Ministériel n° 3163/CAB.MIN/MINES/01/2007 du 11 août 2007 portant réglementation des activités de l'entité de traitement et de l'entité de transformation des substances minérales, tel que modifié et complété à ce jour, spécialement ses articles 20 et 21, toute violation des dispositions des articles 3 et 4 ci-haut entraîne le retrait du présent agrément.

Article 6 :

Le Secrétaire Général des Mines est chargé de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le

4 JAN 2018

Martin KABWELU

Ampliations :

Cabinet du Président de la République	1
Cabinet du Premier Ministre	1
Cabinet du Ministre des Mines	2
Secrétaire Général des Mines	1
Cadastre Minier	1
SAEMAPE	1
CTCPM	1
Direction des Mines	1
Direction de Géologie	1
Direction des Investigations	1
Direction de Protec. De l'Environ Minier	1
Div. Provinc. Des Mines et Géologie du ressort	1
Société Mining Progress Company Sarl	1